Niveau(x) d'enseignement: 9 Numéro EDUQ : 8270529
Centre d'intérêt: 950

Saucier, Robert.

Recherche sur l'impact de l'opération "Initiation à la vie économique" / Robert Saucier ; [pour le] Ministère de l'éducation, Direction générale de l'éducation des adultes, Service Etudes et projets. -- [Québec] : La Direction, 1979.
29 f. ; 28 cm.

Notes bibliographiques: f. 29.

Cote Dewey: 330.07'0714/S255r Cote LC: HB/74.9/.C30

Descripteur(s): *Economie *Education économique *Initiation socio-économique *Evaluation de programmes *Evaluation par l'étudiant *Commission scolaire *Education des adultes

Identificateur(s) de sujet: *Initiation à la vie économique

En collaboration avec la Direction générale de l'éducation des adultes, un certain nombre de commissions scolaires ont mis sur pied un cours d'initiation à la vie économique. L'étude vise à évaluer l'impact et la pertinence du programme dans sa forme actuelle.

L'enquête a eu lieu auprès de 58 commissions scolaires participantes en mai et juin 1979. Deux types de questionnaires ont été utilisés, l'un destiné aux étudiants qui se présentaient aux examens, l'autre aux responsables locaux du projet. Au total, 37 commissions scolaires ont retourné les questionnaires. On a pu recueillir ainsi les réponses de 234 étudiants.

Le cours, dans son aspect formel, semble satisfaisant à la grande majorité des étudiants et la plupart d'entre eux désireraient suivre d'autres cours d'économie ou encore des cours sur d'autres sujets présentés de la même façon. La clientèle s'avère toutefois très faible et elle comprend surtout des personnes déjà touchées par les moyens traditionnels de l'éducation des adultes. Pour espérer rejoindre un plus vaste public, qui s'étendrait en particulier vers les personnes peu scolarisées, d'importantes modifications devront être apportées au cours.

Type de document: r
Auteur de l'analyse: ar

EDUQ 8270529

Gouvernement du Québec
Ministère de l'Éducation
Direction générale de l'éducation des adultes

481

RECHERCHE SUR L'IMPACT DE L'OPERATION

"INITIATION A LA VIE ECONOMIQUE"

Robert Saucier
Service Etudes et Projets
Octobre 1979

AVANT - PROPOS

Lorsqu'il a commencé à être question d'une recherche sur le projet "Initiation à la vie économique", j'ai fait une brève revue de la littérature dans des domaines voisins de cette intervention. Les données ainsi recueillies permettaient de préciser le rôle que joue réellement la presse écrite et mettaient en évidence plusieurs faiblesses inhérentes à ce médium lorsqu'il est utilisé dans une intention éducative. De plus, ces informations témoignaient de l'inutilité de mesurer l'impact de cette intervention ailleurs que chez les personnes qui se présenteraient à l'examen puisque cet impact serait à coup sûr très marginal. J'ai mis cette revue commentée de la littérature en annexe pour le bénéfice du lecteur intéressé.

TABLE DES MATIERES

	Page
Résultats de la cueillette de données	1
Profil de la clientèle	2
Information sur le cours	5
La situation d'apprentissage	6
Le cours proprement dit	13
Conclusion	15
Le point de vue des Commissions scolaires	16
Annexe: Bilan de la recherche dans des domaines voisins de l'intervention "Initiation à la vie économique"	25

Résultats de la cueillette de données

A la fin du mois de mai, je faisais parvenir aux 58 Commissions scolaires concernées par l'opération "Initiation à la vie économique" deux questionnaires: un destiné aux étudiants qui se présenteraient à l'examen; l'autre destiné au responsable du projet dans la Commission scolaire. Je suggérais aux responsables de me retourner le tout dans la semaine qui suivrait l'examen, celui-ci ayant lieu dans la première moitié de juin, à des dates variables selon les Commissions scolaires. Les résultats de la cueillette de données se lisent comme suit:

	#	%
. Commissions scolaires concernées par l'opération	58	100.0
. Retours	40	69.0
. Retours incluant des données sur les étudiants	37[1]	63.8
. Retours incluant les réponses des responsables du projet	37	63.8

1 Deux Commissions scolaires n'ont pu faire compléter le questionnaire aux étudiants parce qu'elles l'ont reçu trop tard; une troisième Commission scolaire se proposait d'offrir une session d'examens après les vacances.

Profil de la clientèle

Les données que nous avons recueillies nous permettront d'abord de tracer le profil socio-économique des personnes qui se sont rendues à l'étape finale de ce cours en allant passer l'examen.

Soulignons d'abord que pour les 37 Commissions scolaires qui nous ont envoyé des informations sur leurs étudiants, on compte 245 personnes qui se sont présentées aux examens, soit seulement 6.6. étudiants en moyenne par Commission scolaire. Cette moyenne compte d'ailleurs peu d'écarts exceptionnels, 34 des 37 Commissions scolaires enregistrant de 0 à 14 étudiants.

Par ailleurs, on constate que non seulement peu de personnes ont suivi ce cours, mais qu'en plus il ne s'agit pas de nouveaux clients que le réseau scolaire traditionnel ne rejoindrait pas, mais plutôt d'habitués en grande majorité puisque 81.7% des candidats à l'examen suivaient d'autres cours pour adultes en 78-79, ou en avaient suivi dans les années antérieures, comme on peut voir dans le tableau suivant:

Tableau 1: Suivre ou avoir déjà suivi des cours d'éducation aux adultes:

	N	%
. oui, en 1978-79	98	47.2
. oui, en 1978-79 et dans les années antérieures	18	10.5
. oui, dans les années antérieures	47	24.0
. non	34	18.3
. non-réponse	5	----
Total	234[1]	100.0%

1 11 étudiants sur 245 n'ont pas rempli leur questionnaire.

De même, on ne peut affirmer que ce cours a attiré une clientèle sous-scolarisée. En réalité, les étudiants du cours "Initiation à la vie économique" sont beaucoup plus scolarisés que la population en général [1].

Tableau 2: Distribution des étudiants selon leur scolarité complétée

8 et -	9 - 10	11-12	13 et +
4.5%	19.6%	59.8%	16.1%

La scolarité moyenne des étudiants est de 11.5 années, 75.9% d'entre eux ayant 11 années et plus de scolarité, c'est-à-dire un Secondaire complété ou, quand il n'est pas déjà complété, qui est très souvent en voie de l'être.

Les femmes sont légèrement sur-représentées puisqu'elles comptent pour 56.8% de la clientèle. Cette répartition selon les sexes est cependant beaucoup plus près de celle qu'on trouve dans la population que de la très forte sur-représentation féminine (89%) qu'on observe habituellement dans les cours d'éducation populaire[2]. Cela nous porte à croire qu'on pourrait préciser le portrait de la clientèle de ce cours en rajoutant au fait qu'elle est la clientèle habituelle de l'école, le fait qu'il s'agit de l'école au sens traditionnel du terme, par opposition à l'école qui diffuse des cours de type "socio-culturel".

---

1 A défaut de données compilées pour les 37 Commissions scolaires concernées, je me suis référé aux statistiques relatives à la population de la région métropolitaine (Recensement du Canada, 1971, Population-population non scolaire, 15 ans et plus. Bulletin # 92-745). On y constate que la proportion de la population n'ayant complété qu'une 8è année ou moins est de 41.3%, soit 9 fois plus qu'ici.

2 Source: Rhéault, G., Education permanente, Conseil du statut de la femme, Carrefour 75.

Il s'agit par ailleurs d'une clientèle relativement jeune,

Tableau 3: Répartition des étudiants par groupes d'âge

18 à 24	25 à 34	35 à 44	45 à 54	55 et +
24.9%	39.6%	21.8%	11.1%	2.7%

dont l'âge moyen se situe à 32.7 ans, et qui est composée surtout de cols blancs 26.5%, de ménagères 18.1%, d'étudiants 15.8% et d'ouvriers non-spécialisés 11.6% ou semi-spécialisés 7.9%. La grande majorité (80%) de cette clientèle relativement jeune est donc à l'écart du marché du travail ou encore dans une situation peu favorisée sur le marché du travail, ce qui explique probablement en partie le fait que 57.7% d'entre eux ont suivi des cours pour adultes cette année et qu'un autre 24.0% en ont suivi dans les années antérieures.

D'autres informations confirment que si cette clientèle se singularise, ce n'est pas par son éloignement de l'école mais plutôt par son contact étroit avec tout l'univers scolaire. C'est ainsi que 14.7% d'entre eux affirment avoir déjà suivi un autre cours d'économie, une proportion fort respectable dans un système scolaire où les cours d'économie ne sont pas obligatoires. C'est ainsi également que 21.9% d'entre eux affirment lire souvent les pages économiques des journaux et des revues, et que 25.3% d'entre eux affirment écouter souvent des émissions d'économie à la radio ou à la télévision; si le public en général comptait de telles proportions de fervents d'économie, on peut croire que les mass media n'hésiteraient pas longtemps à augmenter la surface rédactionnelle et le temps d'antenne qu'ils consacrent à l'économie pour satisfaire à la demande.

Information sur le cours

Nous avons demandé aux étudiants comment ils avaient appris l'existence de ce cours? Un éventail de 5 réponses proposées recouvrait toutes les possibilités.

Tableau 4: Moyens d'information sur l'existence du cours

	N	%
. en voyant le cours dans un journal	108	46.2
. par la publicité faite par votre Commission scolaire	68	29.1
. quelqu'un vous en a parlé	43	18.4
. en voyant le cours (sous forme d'imprimé) dans un endroit public	10	4.3
. autrement	5	2.1
Total	234	100.0

Il apparaît donc que c'est le cours lui-même qui d'une façon ou d'une autre, constitue le principal moyen d'information (50.5%) qui a amené les étudiants à suivre le cours et à se présenter à l'examen. Cela met particulièrement en évidence le fait que la presse écrite a bien joué un rôle qui lui est naturel, celui de support publicitaire et d'information. De plus, puisqu'un étudiant sur deux ne savait pas que le cours serait donné avant d'être en quelque sorte confronté avec le début du cours, cela laisse supposer que plusieurs étudiants ont pu prendre connaissance du cours alors qu'il était déjà commencé et se sentir dans l'impossibilité de le suivre pour cette raison. Il semble donc que la publicité qui a précédé le début du cours était insuffisante ou inefficace, ce que plusieurs Commissions scolaires ont constaté, comme nous le verrons dans l'analyse des commentaires des responsables de l'opération dans les Commissions scolaires.

La situation d'apprentissage

Nous avons vérifié comment les étudiants avaient perçu et vécu cette nouvelle situation d'apprentissage.

Nous leur avons d'abord demandé si, à leur connaissance, la Commission scolaire offrait d'autres services pédagogiques à part le cours écrit?

	N	%
. Oui	170	74.2
. Non	30	13.1
. Ne sais pas	29	12.7
. Non-réponse	5	----
Total	234	100.0

74.2% des étudiants savaient que leur Commission scolaire offrait d'autres services pédagogiques; cela semble assez bon, surtout si on considère que les services en question ont parfois pu être offerts assez discrètement en comparaison avec la réalité tangible et immédiatement accessible du cours imprimé.

26.9% des étudiants ont participé à des groupes de discussion ou de révision avec un professeur ou une personne-ressource de la Commission scolaire. Nous avons analysé les réponses des étudiants à quelques questions en tenant compte du fait qu'ils avaient ou non participé à ce genre de rencontre.

Par exemple, une de nos questions visait à mesurer l'importance accordée par les étudiants au fait de pouvoir rencontrer un professeur quelques fois:

	Ayant rencontré un professeur	N'ayant pas rencontré un professeur
	%	%
Très important	63.5	21.6
Assez important	33.3	46.2
Pas tellement important	3.2	28.7
Pas du tout important	0	3.5
Total	100.0%	100.0%

Il apparaît que tout le monde estime qu'il est important de pouvoir rencontrer un professeur, mais les personnes qui en ont effectivement rencontré un en sont encore plus convaincues (très et assez important combinés: 96.8% en comparaison de 67.8% chez les autres). Ces derniers sont cependant un peu plus scolarisés (11.7 années en moyenne) que ceux qui ont utilisé le support pédagogique (10.8 années) et ont donc probablement acquis une plus grande autonomie face à l'école. Cela est d'ailleurs confirmé lorsqu'on demande aux étudiants s'ils auraient suivi ce cours s'il avait été présenté de façon traditionnelle, c'est-à-dire par un professeur dans une salle de cours?

	Ayant rencontré un professeur	N'ayant pas rencontré un professeur
	%	%
. Oui	63.5	38.0
. Non	25.4	40.9
. Ne sais pas	11.1	21.1
Total	100.0%	100.0%

Alors que les personnes ayant rencontré un professeur déclarent en forte majorité qu'elles auraient suivi le cours s'il avait été offert dans le cadre d'un enseignement magistral, celles qui n'ont pas rencontré un professeur sont à peu près également partagées entre une réponse positive et une réponse négative et elles comptent

deux fois plus d'indécis. La caractéristique propre de ce cours, l'enseignement à distance par la presse écrite, est donc beaucoup moins essentielle pour les personnes qui ont rencontré un professeur que pour les autres.

Nous avons par ailleurs demandé aux étudiants de qualifier le niveau de difficulté présenté par ce cours:

	Ayant rencontré un professeur	N'ayant pas rencontré un professeur
	%	%
Très facile à comprendre	3.2	5.8
Facile à comprendre	61.9	65.5
Difficile à comprendre	31.7	28.1
Très difficile à comprendre	3.2	0.6
Total	100.0%	100.0%

Qu'ils aient rencontré un professeur ou non, la forte majorité des étudiants ont trouvé ce cours facile à comprendre. On peut cependant observer que le cours a semblé un peu plus difficile chez ceux qui ont rencontré un professeur (34.9%) que chez les autres (28.7%).

En résumé, il y a deux tendances générales dans la perception que les étudiants ont de ce cours: le cours est facile à comprendre et il est important de pouvoir rencontrer un professeur. Cependant, les personnes qui ont participé à des rencontres de groupe avec un professeur ou une personne-ressource présentent quelques nuances plus ou moins fortes dans leurs caractéristiques et leurs opinions: ces étudiants sont moins scolarisés et, justement à cause de cela probablement, ils sont proportionnellement un peu plus nombreux à avoir

trouvé le cours difficile à comprendre, ils attachent beaucoup plus d'importance au fait de pouvoir rencontrer un professeur, et une forte majorité d'entre eux auraient quand même suivi le cours s'il avait été offert dans le cadre d'un enseignement magistral.

Comme la perception de la situation d'apprentissage semblait varier en fonction de la scolarité antérieure, j'ai exploré davantage cette relation. J'ai donc réparti les étudiants en quartiles et j'ai étudié leurs réponses aux trois mêmes questions sur la situation d'apprentissage. D'abord, l'importance accordée au fait de pouvoir rencontrer un professeur quelques fois:

	Années de scolarité complétées			
	6-10	11	12	13 et +
	%	%	%	%
Important[1]	90.7	73.4	70.4	69.5
Pas important[2]	9.3	26.6	29.6	30.5
Total	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%

Il appert que les personnes qui ont moins de 11 ans de scolarité accordent sensiblement plus d'importance au fait de pouvoir rencontrer un professeur.

Cette affinité avec l'enseignement magistral est clairement révélée à la question: Auriez-vous suivi ce cours s'il avait été présenté de façon traditionnelle, c'est-à-dire par un professeur dans une salle de cours?

---

1 "très" et "assez" combinés

2 " pas tellement" et "pas du tout" combinés.

	Années de scolarité complétées			
	6-10	11	12	13 et +
	%	%	%	%
Oui	55.6	45.3	42.3	25.0
Non	29.6	37.5	38.0	50.0
Ne sais pas	14.8	17.2	19.7	25.0
Total	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%

Comme on peut voir, moins la scolarité antérieure est élevée, plus la proportion d'étudiants qui auraient suivi le cours de toute façon augmente.

L'influence de la scolarité antérieure est également forte au niveau de la perception du degré de difficulté présenté par ce cours:

	Années de scolarité complétées			
	6-10	11	12	13 et +
	%	%	%	%
Facile	55.6	70.3	71.9	83.3
Difficile	44.4	29.7	28.1	16.7
Total	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%

En effet, plus la scolarité antérieure est élevée, plus la proportion d'étudiants qui trouvent le cours facile augmente.

Somme toute, il appert que les personnes qui sont les plus éloignées de l'école par leur scolarité antérieure sont aussi celles qui ont le plus besoin de son appui direct dans leur démarche éducative. Dans la mesure où ce cours veut attirer une clientèle peu scolarisée, il devra en tenir compte.

Finalement, nous avons demandé aux étudiants s'il leur est arrivé de discuter des sujets de ce cours avec des personnes de leur entourage (famille, amis, voisins, etc)?

	%
. Souvent	21.0
. Quelquefois	55.8
. Rarement	17.2
. Jamais	6.0

76.8% des étudiants ont donc discuté plus ou moins souvent des sujets de ce cours avec des personnes de leur entourage.

Nous avons également demandé aux étudiants si des personnes de leur entourage ont lu ce cours (en entier ou en partie)?

	%
. Oui	42.6
. Non	57.4

... et si des personnes de leur entourage se sont présentées à l'examen:

	%
. Oui	16.2
. Non	83.8

On peut donc que voir que, dans des proportions non négligeables, des personnes de l'entourage des étudiants ont été impliquées à divers degrés dans cette démarche éducative.

Cependant, lorsqu'on demande aux étudiants <u>comment ils ont étudié ce cours dans l'ensemble</u>:

	%
. Seul	82.7
. Dans un groupe avec un professeur ou une personne-ressource de la Commission scolaire	9.5
. Avec une ou plusieurs personnes de leur entourage	7.8

on constate que la très forte majorité d'entre eux, 82.7%, disent avoir étudié seuls; on constate également que seulement 7.8% disent avoir étudié avec des personnes de leur entourage, bien que 16.2% comptent une personne de leur entourage qui s'est présentée à l'examen; on remarque finalement que seulement 9.5% disent avoir étudié en groupe avec un support pédagogique de la Commission scolaire, bien que 27% aient effectivement participé à de telles rencontres de groupe et qu'ils y attachent beaucoup d'importance. Ces quelques données témoignent du fait qu'il s'agit d'un cours sérieux où le support de l'entourage peut être intéressant, où le support pédagogique est important, particulièrement pour les moins scolarisés, mais où, en dernière analyse, l'effort d'apprentissage individuel est nécessaire.

Le cours proprement dit

Une série de questions avait pour but de connaître l'opinion des étudiants sur le cours proprement dit. Nous présenterons d'abord la distribution des réponses à toutes ces questions et nous les commenterons par la suite.

Aimez-vous que l'on utilise l'exemple des Ladouceur pour présenter les divers aspects de la vie économique?

	%
. Beaucoup	45.1
. Assez	43.3
. Pas tellement	10.7
. Pas du tout	0.9

Diriez-vous que les tableaux qui illustrent le cours sont...

	%
. Très faciles à comprendre	20.6
. Faciles à comprendre	67.4
. Difficiles à comprendre	11.2
. Très difficiles à comprendre	0.9

Trouvez-vous que les activités proposées dans le cours (c'est-à-dire les tests, les jeux et les exercices) vous sont utiles pour apprendre?

	%
. Très utiles	67.7
. Un peu utiles	27.1
. Pas tellement utiles	5.2
. Pas du tout utiles	0.0

Avez-vous fait ces activités?

	%
. Toutes (ou presque)	60.9
. Quelques-unes	36.1
. Aucune	3.0

Aimez-vous que l'on donne des titres de livres comme source de référence pour chaque cours?

	%
. Beaucoup	42.1
. Assez	41.6
. Pas tellement	13.7
. Pas du tout	2.6

Avez-vous consulté un (ou plusieurs) de ces livres?

	%
. Oui	29.2
. Non	70.8

Il n'y a vraiment aucun aspect de ce cours qui semble causer un problème notable aux étudiants. De plus, lorsqu'une certaine insatisfaction est exprimée pour l'exemple des Ladouceur ou pour les sources de référence, certains commentaires que les étudiants écrivaient spontanément dans les questionnaires me portent à croire qu'il s'agit plus d'indifférence à l'égard de ces points particuliers que d'une véritable insatisfaction.

Cette satisfaction face au cours est également reflétée dans le fait que 79.6% des étudiants disent qu'ils aimeraient suivre d'autres cours d'économie, les autres étudiants étant plus indécis (16.8%) qu'opposés (3.9%) à cette idée; de même, une très forte majorité d'étudiants (86.4%) disent qu'ils aimeraient suivre des cours sur d'autres sujets, présentés de la même façon que ce cours d'économie.

Conclusion

Le cours ne présente donc pas de problème dans son aspect formel. On ne peut en dire autant pour l'ensemble de cette opération.

Une première constatation: très peu de personnes ont suivi ce cours. Une deuxième constatation: ces personnes étaient en forte majorité déjà rejointes par les moyens traditionnels de l'éducation des adultes. Et si on répétait l'expérience de la même façon, je crois que le nombre d'étudiants chuterait de façon dramatique, car le cours doit avoir fait le plein en une seule fois des personnes qui pouvaient en profiter dans sa façon actuelle, c'est-à-dire des personnes qui ont déjà une scolarité antérieure suffisamment élevée pour pouvoir étudier seules, sans l'aide d'un professeur, sans l'émulation d'un groupe, des personnes qui sont à l'éducation des adultes ou qui l'ont déjà été et donc qui savent faire appel aux ressources offertes par la Commission scolaire si elles en ont besoin, des personnes qui manifestent un intérêt pour l'économie dans d'autres aspects de leur vie,...

Si par contre ce cours désire attirer une clientèle qui n'est pas déjà rejointe, une clientèle peu scolarisée, je crois que les accents devront être déplacés. Les personnes qui le veulent et qui le peuvent pourront toujours faire un apprentissage autonome, le document écrit étant pour elles suffisant. Mais pour les autres, le document écrit devra jouer en partie un rôle important de support publicitaire pour des rencontres périodiques avec un professeur, et en partie un rôle de document pédagogique nécessaire mais non suffisant car il demande justement à être complété par un soutien direct de l'école.

Le point de vue des Commissions scolaires

Ma deuxième source d'information se situe dans les réponses aux questionnaires destinés aux responsables du projet dans chaque Commission scolaire. Rappelons d'abord que ce questionnaire demandait aux répondants de décrire la publicité utilisée et le support pédagogique offert à la clientèle, d'en évaluer l'impact, et finalement de donner leur opinion globale sur cette forme d'intervention.

Ayant constaté qu'il n'y avait pas de lien entre la taille des Commissions scolaires (telle que mesurée par le nombre d'heures/groupes financées par la D.G.E.A.) et le nombre d'étudiants qui se sont présentés à l'examen, j'ai décidé d'analyser comparativement les réponses des 13 Commissions scolaires qui ont compté le moins d'étudiants (2 et moins) et des 13 Commissions scolaires qui en ont compté le plus (8 et plus), de façon à vérifier s'il n'y aurait pas un lien entre les développements publicitaires et pédagogiques mis en oeuvre et le nombre d'étudiants.

La somme des différents moyens publicitaires (dépliants, affiches, radio, télévision, rencontres de groupes, etc.) utilisés par chaque Commission scolaire permet effectivement de constater que les Commissions scolaires ayant reçu le plus d'étudiants (appelons-les le groupe A), que le groupe A donc, a utilisé un peu plus de moyens publicitaires (en moyenne 2.4 par Commission scolaire) que le groupe B (en moyenne 1.8 par Commission scolaire).*

---

* Dans chaque groupe, 2 Commissions scolaires n'ont pas répondu au questionnaire, ce qui fait que l'analyse ne concerne que onze Commissions scolaires par groupe.

L'évaluation de l'impact de cette publicité semble légèrement plus positive dans le groupe A que dans le groupe B:

Groupe A (8 étudiants et +)	Groupe B (2 étudiants et -)
4 évaluations positives	4 évaluations positives
2 évaluations négatives	4 évaluations négatives
5 non-réponse	3 non-réponse

Pour ce qui est du support pédagogique offert à la clientèle, la situation était sensiblement la même dans les deux groupes, à savoir que la majorité des Commissions scolaires (7 sur 11 dans le groupe A; 10 sur 11 dans le groupe B) offraient la possibilité de contacter une personne-ressource, soit au téléphone, soit lors de rencontres publiques, une seule de ces possibilités étant offerte dans les autres Commissions scolaires.

L'évaluation de l'impact de ce support pédagogique est très légèrement plus positive dans le groupe A que dans le groupe B:

Groupe A (8 étudiants et +)	Groupe B (2 étudiants et -)
9 évaluations négatives	11 évaluations négatives
2 évaluations positives	

Le fait saillant demeure cependant que pratiquement toutes les Commissions scolaires, indépendamment du nombre d'étudiants qu'elles ont reçu à l'examen, considèrent que le support pédagogique n'a pas été utilisé ou presque.

Pour l'interprétation des réponses à la question: "Dans l'ensemble, indépendamment de divers problèmes de planification administrative que vous avez pu rencontrer, quelle est votre opinion sur cette forme d'intervention?", considérons d'abord le groupe A. Trois Commissions scolaires se déclarent satisfaites et même surprises de l'intérêt manifesté par la population.

> "Nous croyons que la formule adoptée a soulevé un intérêt que l'offre d'un cours sous une forme traditionnelle n'aurait pas provoqué. On voit vraiment la marchandise avant de l'acheter: on peut se rendre compte plus rapidement de sa pertinence face à ses besoins", nous dit une Commission scolaire qui souligne par ailleurs que"les seules personnes, sauf exception, à avoir persévéré jusqu'à l'examen sont celles qui ont profité d'un support", ce qui témoigne de "l'importance de pouvoir discuter avec une ressource des différents dossiers, et cela régulièrement".

Deux Commissions scolaires critiquent le choix des media:

> "Les journaux de quartier... ne rejoignent pas vraiment la population."

> "Les deux hebdomadaires ne sont à peu près que des feuillets publicitaires auxquels très peu de gens s'intéressent"

Elles ne critiquent cependant pas le type d'intervention, l'une d'entre elles suggérant même des media de rechange.

Une Commission scolaire estime que:

> '... cette forme de formation avant-gardiste... y gagnerait d'être expérimentée dans d'autres matières", sans élaborer davantage cette suggestion.

Une autre Commission scolaire estime que, malgré le peu d'intérêt qu'a suscité l'intervention, il faut la conserver car

> "ce medium de formation est nouveau et il faut laisser les gens s'apprivoiser".

Dans un autre cas, on considère que le "besoin d'un tel cours n'est pas encore ressenti de la population", mais on ne met pas en cause l'intervention et on insiste sur l'importance du support pédagogique pour la clientèle intéressée.

Dans deux autres cas, on considère que "cette forme d'intervention n'a pas produit en proportion des sommes qui y ont été englouties" et on propose de ne plus faire dorénavant d'efforts de promotion

et d'offres de service "at large" mais "... plutôt sous forme d'offre précise à des groupes ciblés", ou même de transformer complètement l'intervention en animation communautaire, car, contrairement au macramé, à la danse ou à la peinture, l'économie a "... besoin de promotion et d'implication constante dans le milieu".

Une dernière Commission scolaire n'a pas répondu à cette question.

Somme toute, environ la moitié des Commissions scolaires du groupe A sont satisfaites de l'expérience et n'ont, tout au plus, que des modifications techniques à suggérer. Dans l'autre moitié, certaines Commissions scolaires constatent que cette intervention a rencontré peu d'intérêt dans la population (que ce soit dû à la forme ou au contenu), mais elles ne contestent en rien cette intervention, car elles condidèrent apparemment que le simple fait d'insister suffira pour modifier le cours des choses. Finalement, d'autres Commissions scolaires proposent des modifications telles que c'est à peu près l'abandon de ce type d'intervention par la presse écrite qu'elles proposent.

Voyons maintenant les opinions du groupe B (deux étudiants et moins). Trois Commissions scolaires semblent satisfaites mais ne précisent guère les raisons de leur satisfaction:

> "Cette nouvelle expérience est intéressante",
>
> "Cette forme d'intervention nous semble avoir eu un impact très positif".

Trois Commissions scolaires estiment que la formule est bonne mais que la population n'a pas répondu à l'appel à cause de la forme d'apprentissage autodidacte, ou à cause d'un manque d'intérêt pour l'économie.

Quatre Commissions scolaires manifestent leur insatisfaction plus ou moins grande par des propositions de modifications plus ou moins importantes à l'intervention.

> "La formule d'éducation à distance est intéressante et nous devons continuer à l'exploiter à condition de porter attention à la publicité et la mise en marché du produit".

> "Un projet plus en lien avec le quotidien, sur la consommation par exemple, aurait eu plus de succès à notre avis. Compte tenu toujours de la clientèle qu'on voulait atteindre, les non-initiés".

> "Cette forme d'intervention ne semble pas convenir à notre population vu:
>
> 1o) le manque d'encadrement de l'intervention
> 2o) la présentation du format (ce n'est pas invitant)
> 3o) la population peu scolarisée.
>
> Les prochaines interventions du SEA se feront par le biais d'une association avec les groupements à vocation économique".

> "Nous espérions rejoindre une population que nous ne touchions pas... mais ... il est difficile de sensibiliser les gens à un cours d'initiation à la vie économique si eux n'en ressentent pas le besoin. C'est pourquoi ce cours m'apparaît comme un complément à une activité communautaire ou à la démarche d'un groupe, tel que Caisse populaire, coopérative de consommation, etc... Et les exemples devraient être pris dans la vie quotidienne des membres du groupe".

Une dernière Commission scolaire déclare simplement:

> "Dans notre région, nous ne croyons pas que cette forme d'intervention ait été valable, car les résultats ne furent pas éloquents".

En résumé, et bien que les nuances soient parfois difficiles à saisir, il me semble que les observations critiques du groupe B manifestent un taux de satisfaction moins élevé que dans le groupe A, et que plusieurs identifications de problèmes et propositions de modifications entraînent implicitement explicitement l'abandon de cette intervention dans sa forme actuelle.

Plus globalement, s'il y a quelques différences entre les deux groupes, à savoir un peu plus d'input publicitaire dans le groupe A, un peu plus de satisfaction quant à l'impact de cet input dans le groupe A, un peu plus de satisfaction quant à cette forme d'intervention dans le groupe A, toutes différences qui ne surprennent pas étant donné la meilleure performance de ce groupe de Commissions scolaires, il n'en reste pas moins que ce sont là des différences assez minces et que, mise à part l'efficacité d'un plus grand input publicitaire, je ne crois pas qu'il y ait beaucoup d'enseignements à en tirer. De toutes façons, si on considère l'importance globale des moyens mis en oeuvre pour cette intervention éducative, l'écart entre 1 et 12 étudiants, par exemple, n'est plus nécessairement très significatif ; par conséquent, il n'est pas étonnant que les profils des opinions exprimées par les Commissions scolaires soient concordants, peu importe le nombre d'étudiants. Nous allons donc considérer ces opinions dans leur ensemble pour en dégager les points saillants.

On remarque d'abord que les avis sont très partagés sur l'impact de la publicité. Plusieurs en sont satisfaits, mais de nombreux autres n'arrivent pas à se prononcer ou en sont carrément déçus: "la publicité était insuffisante", "elle ne s'est pas rendue à l'ensemble de la population", "elle n'a pas atteint la population visée par l'opération", etc. Certains estiment qu'il vaudrait mieux focaliser

la publicité sur certains groupes précis, "que la D.G.E.A.... aurait dû défrayer les frais d'une sensibilisation de la population", ou même, ce qui remet ce type d'intervention en question, que "l'appui du M.E.Q. aurait pu être donné autrement... Il aurait été plus profitable de faire de la publicité à la T.V. nationale et dans les journaux à grand tirage que les gens lisent, afin que la population cherche des réponses auprès des S.E.A. locaux".

On remarque ensuite que l'évaluation de l'impact du support pédagogique est presque totalement négative. Non pas qu'il soit inefficace; certains insistent au contraire sur l'importance qu'il a pour ceux qui l'utilisent, particulièrement sous forme de rencontres de groupe avec une personne-ressource de la Commission scolaire, ce que font 30% des étudiants. Mais on ne peut que constater que ce support est peu ou pas utilisé, lorsque seulement 30% d'une clientèle déjà très restreinte s'en servent. Pour augmenter le taux d'utilisation du support pédagogique et l'impact global de l'intervention, certains estiment que les offres de support devraient être faites à des groupes organisés qui réunissent des personnes autour d'un intérêt déjà relié de près ou de loin à la vie économique. Il faut cependant bien voir que cette suggestion (à l'instar de celle de focaliser la publicité) contient probablement une certaine forme de remise en question de ce type d'intervention puisque d'une part, lorsqu'on s'adresse à des groupes organisés (tels que ceux qui ont été suggérés en tout cas), on risque fort de s'éloigner de la clientèle la moins scolarisée et la plus à l'écart de l'école, et que d'autre part, si on concentre les efforts publicitaires et les supports pédagogiques sur certains groupes, la pertinence de la diffusion du cours par un médium de masse devient beaucoup moins évidente.

Finalement, les avis sont très partagés sur cette forme d'intervention. Certains en sont satisfaits, et on peut effectivement constater que l'opération a connu un certain succès dans leur région. D'autres sont également satisfaits, malgré le peu d'impact apparent, parce qu'ils croient au succès de cette forme d'intervention à plus longue échéance ou parce qu'ils font l'hypothèse que les étudiants autodidactes ne ressentaient pas le besoin d'une évaluation. D'autres encore sont satisfaits mais ont quelques modifications techniques à suggérer. Certains trouvent que la formule est bonne, mais estiment paradoxalement que la population ne s'intéresse pas à l'économie, alors que cette intervention s'appuyait "sur le constat d'un besoin général, chez les adultes, de connaissances de base en économique". Il semble donc que s'il y a un manque de connaissances dans la population, il n'est pas encore ressenti comme un besoin d'apprentissage; cette intervention pédagogique était donc prématurée dans la mesure où elle n'avait pas été précédée d'une campagne de sensibilisation. D'autres trouvent l'intervention valable, et c'est étrange car ils estiment que les gens ne sont pas encore habitués à cette forme d'apprentissage autodidacte; comment ne pas considérer l'intervention oiseuse lorsque l'instrument ne correspond pas aux capacités d'apprentissage de la clientèle visée? D'autres proposent des modifications importantes à la publicité et au support pédagogique, à savoir la concentration sur des groupes intéressés; à la limite, ces modifications entraînent cependant un changement de clientèle-cible et un changement de forme d'intervention, bref, une intervention pédagogique complètement différente. Finalement, d'autres déclarent simplement que cette forme d'intervention n'est pas valable.

ANNEXE

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

NOTE DE SERVICE

Service "Etudes et Projets"
600, rue Fullum (8è)
Montréal H2K 4L1

Notre dossier:

Date: le 4 avril 1979

Pour Monsieur Roland Bélanger
Directeur du Service
"Etudes et Projets"
Edifice "G" (23è étage)

OBJET: Bilan de la recherche dans des domaines voisins de l'intervention "Initiation à la vie économique"

Comme je le mentionnais dans le bilan de mes activités 1978/79 que j'ai présenté lors de la réunion des professionnels du S.E.P. (28 et 29 mars 1979), j'ai commencé à colliger un certain nombre d'informations à partir de recherches déjà faites dans les secteurs de la presse écrite, de l'enseignement à distance etc. Il me semble que ces informations permettent de situer la diffusion du cours "Initiation à la vie économique" par les hebdos régionaux dans une perspective plus éclairée. Bien que ce relevé de faits connus ne soit pas exhaustif, je crois qu'il est déjà suffisamment éloquent pour nous aider à formuler quelques suggestions aux responsables de cette intervention s'ils désirent toujours une certaine forme de rétroaction. Je te fais donc parvenir cette liste de résultats de recherche et les quelques commentaires qu'elle m'inspire.

- Un Québécois sur trois ignore le support écrit, quotidien ou hebdomadaire. (1)
- Il y a davantage de non-lecteurs chez les faiblement scolarisés.(2)
- On trouve significativement plus de non-lecteurs de quotidiens chez les francophones que chez les anglophones. (3)
- En province, l'hebdo régional jouerait le rôle informatif dévolu aux quotidiens dans les grands centres (56 à 82% de lecteurs d'hebdos contre 44 à 67% de lecteurs de quotidiens).(4)

. Lorsqu'on compare les quotidiens francophones et anglophones, on constate que la plus grande surface rédactionnelle est consacrée aux sports professionnels chez les francophones (soit 16% VS 3% chez les anglophones) alors que c'est l'économie qui domine chez les anglophones (soit 16% VS 9% chez les francophones). (5)

Commentaire:

Si la presse écrite est un des mass media, il ne faut pas croire pour autant qu'elle rejoint tout le monde et il faut surtout réaliser, dans le cas qui nous préoccupe qu'elle rejoint moins les francophones (la clientèle la plus importante quantitativement) que les anglophones, et qu'elle rejoint moins les peu scolarisés (la clientèle-cible qualitativement) que les plus scolarisés.

Par ailleurs, on a peut-être raison de parler d'un besoin de connaissances de base en économie (si on entend par là un manque de connaissances), mais il faut constater, si on admet que la concurrence force la presse écrite à s'ajuster aux intérêts du plus grand nombre, que les francophones (la clientèle la plus importante numériquement) semblent s'intéresser peu aux questions économiques.

."Nous sommes malheureusement fondés à penser que de larges couches de la population - qui pourtant déclarent avoir régulièrement accès aux diverses sources d'information - ignorent les faits majeurs de l'actualité, le cadre institutionnel qui les entoure et, parfois, jusqu'aux noms des gens les plus célèbres." (6)

."Il ne suffit pas que des messages soient émis par les moyens d'information pour que le public perçoive ces messages. Il faut de surcroît que le public y prête attention. Or, de nombreuses recherches ont montré que l'information manque souvent son but, et qu'une part notable de lecteurs, d'auditeurs et de téléspectateurs n'est nullement informée sur des sujets pourtant abondamment traités dans les journaux, à la radio et à la télévision" (7). L'auteur poursuit en faisant état de diverses recherches empiriques qui confirment son affirmation.

- Nos propres recherches sur la Gazette de Multi-Media (un document éducatif qui empruntait une forme semblable à celle de la presse écrite) nous révèlent quelques faits intéressants. Au moment d'un sondage téléphonique:

  - seulement 69% des abonnés déclaraient avoir lu (en entier ou en partie) un des trois derniers numéros de la Gazette;
  - seulement 45% de ces lecteurs pouvaient se souvenir d'un article de la Gazette, et dans la grande majorité des cas, il s'agissait plutôt du sujet global de la Gazette que du sujet d'un article en particulier;
  - seulement 22% des lecteurs pouvaient préciser un article de la Gazette qui leur aurait appris quelque chose. (8)

- Cependant, lorsque nous avons placé un échantillon de lecteurs dans un contexte d'apprentissage plus traditionnel, c'est-à-dire un temps fixe de lecture d'un numéro pré-déterminé de la Gazette, suivi d'un questionnaire-examen sur le contenu de cette Gazette, les lecteurs ont obtenu un score moyen d'apprentissage assez satisfaisant, soit 66% (9).

Commentaire:

Si la presse écrite peut jouer un certain rôle informatif, encore que ce rôle soit semble-t-il assez limité, il apparaît nettement qu'elle ne peut jouer un rôle éducatif, à moins de modifier considérablement les règles du jeu et de faire de la presse une partie d'une intervention scolaire qui aurait d'autres caractéristiques plus traditionnelles.

- Les étudiants inscrits dans des systèmes multi-media d'enseignement à distance souhaitent avoir des contacts personnels (la chose est vérifiée dans 6 recherches différentes). (10)

- "Le besoin de support constitue l'une des dimensions les plus importantes qui se dégage des propos des apprenants consultés". (11)

. "(...) the inevitable isolation of the lone student would militate against learning success". (12)

Commentaire:

Dans tous les cas d'enseignement à distance, il apparaît que la présence ou l'absence de personnel de support détermine en grande partie le succès de l'entreprise. Après ce que nous avons constaté des capacités éducatives intrinsèques (limitées) de la presse écrite, je crois qu'il aurait été de la plus haute importance de garantir la mise en place systématique d'un personnel de support qui assure des contacts personnels avec et entre les étudiants.

A défaut d'insister sur cette mise en place de mécanismes de support, on peut faire l'hypothèse que cette intervention, contrairement à ce qui semble être son objectif prioritaire, rejoindra surtout une clientèle "bien scolarisée". C'est en effet toujours le cas lorsqu'on rejette trop globalement le contexte scolaire traditionnel pour finalement, sans s'en rendre compte, mettre en place un système éducatif en apparence "de masse" mais qu'en réalité ne peuvent s'approprier que ceux qui ont déjà acquis une certaine autonomie d'apprentissage par une assez longue fréquentation du système scolaire traditionnel.

Bref, le projet "Initiation à la vie économique" étant rendu là où il en est, je ne perdrai pas de temps à essayer d'imaginer des mécanismes qui auraient pu annuler ou amoindrir les vices cachés de cette intervention qui vont faire que le nombre d'apprenants sera probablement moins élevé qu'on l'aurait cru et que le niveau de scolarisation sera probablement plus élevé qu'on l'aurait cru.

S'il en est encore temps, j'estime cependant qu'il serait très intéressant de vérifier quel est effectivement le cursus scolaire des personnes qui se présenteront à l'examen et quel a été leur rapport (intérêt, satisfaction, nombre de contacts, etc.) avec le personnel de support.

1. - Michel Vastel, Antennes # 7, 3è trimestre 1977, p. 6; il s'agit apparemment d'un résultat très global que l'auteur s'est permis d'estimer à partir d'un ensemble de données, particulièrement celles contenues dans le rapport de Multi-Reso.

2. - La presse écrite au Québec, Bilan et prospectives, Multi-Réso Inc., Ministère des Communications du Québec, septembre 1977, pp. 118, 122 et 138.

3. - Idem, p. 121

4. - Idem, p. 123 à 138.

5. - Idem, pp. 56 et 57

6. - Bernard Voyenne, La presse dans la société contemporaine, Armand-Colin, Paris, 4è édition, 1971, p. 190.

7. - Roland Cayrol, La presse écrite et audio-visuelle, P.U.F., coll. Thémis, Paris, 1973, p. 510.

8. - Nicole Stafford, Diane Pinard, Robert Saucier, Analyse de l'impact pédagogique de la Gazette de Multi-Media, Multi-Media, Service de recherche et d'évaluation, mars 1977.

9. - Idem.

10. - R.A. Cormier, R. Grégoire, L. Bernier, H. Pagé, Vers une problématique concernant le personnel de support dans un système multimedia de formation à distance, I.N.R.S. - Education et Télé-Université, R-075, novembre 1975.

11. - Danielle Riverin-Simard, Jocelyne Roberge-Brassard, Synthèse des travaux de recherche sur la Télé-Université, Revue des Sciences de l'éducation, vol. III, # 3, automne 1977, p. 294.

12. - J. Rogers, "Accounting for themselves", in J.Tunstall (ed.), The Open University Opens, London, 1974, pp. 77 à 82.